

**Point de presse du porte-parole
adjoint - Russie/Déplacement de M.
Jean-Yves Le Drian - Droits de
l'Homme/Journée mondiale des
réfugiés**

(Paris, 20 juin 2017)

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations suivantes :

1 - Russie - Déplacement de M. Jean-Yves Le Drian (20 juin 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rend aujourd'hui à Moscou.

Il y rencontrera son homologue, M. Sergueï Lavrov. Les discussions porteront sur les principaux sujets de l'actualité internationale, dont la situation en Syrie et en Ukraine, la lutte contre le terrorisme et notre coopération bilatérale.

À l'occasion de ce déplacement, M. Jean-Yves Le Drian aura également d'autres entretiens à haut niveau avec les autorités russes.

2 - Droits de l'Homme - Journée mondiale des réfugiés (20 juin 2017)

À l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés, la France réaffirme son engagement aux côtés des millions de personnes qui, dans le monde entier, sont contraintes à l'exil, ainsi que des pays et organisations qui leur viennent en aide. Aujourd'hui, 65,6 millions de personnes vivent en situation de déplacement forcé. Parmi elles, 22,5 millions ont dû quitter leur pays. Il s'agit du nombre le plus important de réfugiés jamais observé.

Pour leur venir en aide, les pays voisins des pays en guerre sont en première ligne. C'est particulièrement le cas au Moyen-Orient, où trois pays subissent directement les conséquences de la guerre en Syrie et en Irak : la Jordanie, le Liban et la Turquie. C'est également le cas en Afrique où plusieurs pays, notamment l'Ouganda, l'Éthiopie et le Kenya, accueillent plusieurs millions de réfugiés depuis plusieurs années, faisant face avec des moyens parfois limités à l'enjeu quotidien de leur ménager un accueil digne et protecteur de leurs droits.

Si la majorité des réfugiés fuient les conflits armés, certains sont victimes de persécutions politiques. Des journalistes, des personnes sont menacées en raison de leur appartenance à des minorités religieuses ou ethniques, ou en raison de leur orientation sexuelle.

Les Nations unies apportent un soutien indispensable aux États et aux communautés hôtes, ainsi qu'aux personnes contraintes à l'exil. Pour faire prévaloir la protection des réfugiés et le droit d'asile, la France entretient un partenariat privilégié avec le Haut-commissariat aux réfugiés, qui exerce son mandat dans des conditions de plus en plus difficiles. C'est la raison pour laquelle la France a décidé d'augmenter de 100 millions d'euros ses contributions auprès des agences des Nations unies. Pour la période 2016-2018, la France s'est également engagée à déployer des dons, particulièrement au Liban, qui seront notamment destinés à la scolarisation des enfants réfugiés. Nous assurons aussi un soutien à la Turquie, dans le cadre européen.

La communauté internationale doit s'engager dans la recherche d'une solution globale à cette crise migratoire, dans un esprit d'humanité, de solidarité et de responsabilité. Nous devons nous attaquer aux causes, pas seulement aux conséquences. Il est nécessaire de trouver, en partenariat avec les pays d'origine et de transit, des solutions communes et durables à ce défi. La France poursuivra sa mobilisation pour renforcer la protection des civils et le respect du droit humanitaire dans les conflits armés./.